

L'engagement des enseignants: une culture conflictuelle en **mutation**

Si la mobilisation des enseignantes et enseignants du 5 décembre 2019 a été massive, elle n'a pas enclenché une dynamique suffisante. Cette prolongation en demi-teinte démontre que des obstacles à une mobilisation forte et durable demeurent, en même temps que se renouvèlent les modalités d'engagement.

Laurent FRAJERMAN, chercheur au Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (CHS) à l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, spécialiste de l'engagement enseignant

Les enseignants sont confrontés à un processus de déclassement, que la contre-réforme des retraites accentuerait. Ils se caractérisent aussi par un surengagement marqué, que ce soit en termes de syndicalisation, de conflictualité et de citoyenneté (voir encadré p. 10). Pour autant, la tendance de ces dernières années est au recul, avec des chiffres de grève en demi-teinte. L'échec de 2003, apogée de la lutte enseignante, a durablement inhibé leur mobilisation. Le monde enseignant est confronté à une problématique plus globale : l'absence de victoires significatives du mouvement social, les difficultés de transmission des savoir-faire militants des générations socialisées dans les années les plus combatives (1970-1980), la réaffirmation de l'autorité hiérarchique... Mais fondamentalement, leur culture gréviste a persisté, parce que les conditions de son émergence restent valables (valeurs politiques progressistes, sens du service public, protection statutaire, puissance du syndicalisme...). Une dynamique était perceptible dès 2018, avec la grève du bac et l'augmentation de 75 % du nombre de journées individuelles non travaillées (JINT). La force de la grève du 5 décembre 2019, la densité des cortèges des enseignants ont démontré qu'ils demeurent à l'avant-garde du mouvement social,

« Les professeurs constatent aujourd'hui l'effet cumulé de "Parcoursup", de la réforme du lycée, de celle du baccalauréat et de l'austérité budgétaire : hausse des effectifs de classe, perte des repères collectifs, marginalisation de certaines disciplines, sélection dans l'enseignement supérieur... »

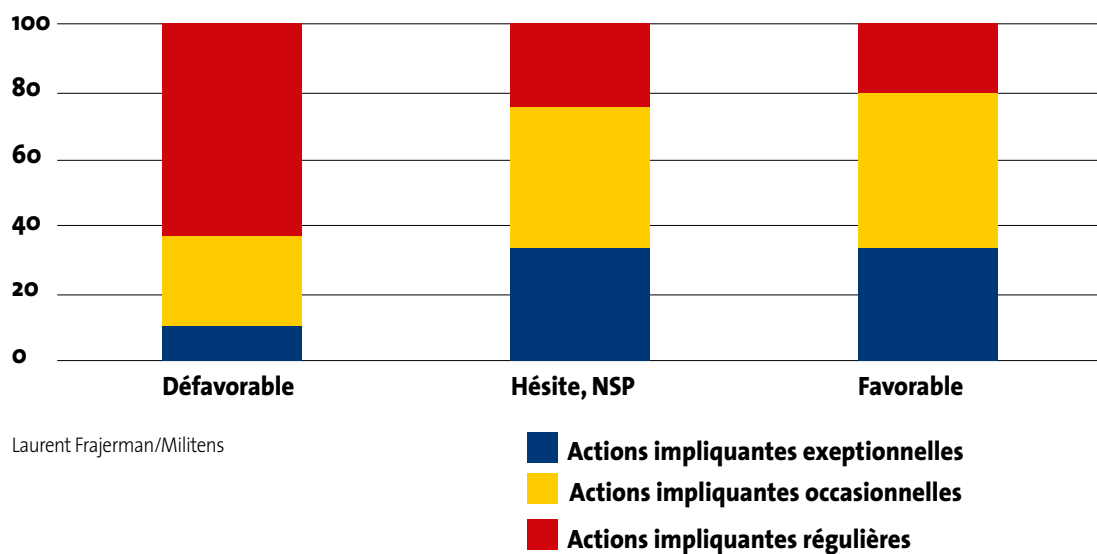
ce dont avaient pu douter certains analystes⁽¹⁾. Parmi les raisons fondamentales de ce sursaut : l'ampleur de la régression programmée de leurs conditions de travail, à laquelle s'ajoute l'impopularité de Jean-Michel Blanquer, du fait de l'usure d'un discours déconnecté des faits : le ministre qui a « *le plus revalorisé les enseignants* » ne peut leur interdire de voir le contraire sur leurs fiches de paie. Habilement, il a découpé son projet en réformes circonscrites à quelques questions, mais le « *puzzle* » prend désormais tout son sens⁽²⁾. Par exemple, les professeurs constatent aujourd'hui l'effet cumulé de « Parcoursup », de la réforme du lycée, de celle du baccalauréat et de l'austérité budgétaire :

hausse des effectifs de classe, perte des repères collectifs, marginalisation de certaines disciplines (à l'instar des mathématiques, réservées aux meilleurs élèves), sélection dans l'enseignement supérieur, fin du baccalauréat remplacé par deux ans de bachotage...

Un répertoire d'action centré sur la grève

La grève conserve sa centralité dans le répertoire d'action des enseignants : 85 % d'entre eux y ont eu recours au moins une fois dans leur carrière. Dotés d'un pouvoir de nuisance peu évident, ils privilégient des actions courtes, qui peuvent se répéter sur des mois. Les journées d'action sont des démonstrations de force qui attestent du lien de la base à sa direction syndicale en train de négocier. L'objectif est d'interpeller l'opinion. Les syndicats organisent des actions ritualisées et nationales. Une autre facette existe : les vagues de grève (1968, 1995, 2003, 2010...). Elles comprennent à titre exceptionnel des grèves reconductibles (généralisées en 1968, partielles ensuite). Cette dramaturgie du bras de fer n'est pas sans risque : les enseignants estiment avoir perdu les deux derniers « rounds ». Les mouvements réussis alternent temps forts et actions de sensibilisation, des médias et des usagers notamment.

1. Alléger les cotisations sociales des entreprises ? L'avis selon le type de conflictualité



Les enseignants regrettent le manque d'efficacité de la lutte, 22 % seulement contestent l'affirmation selon laquelle « dans le contexte actuel, faire grève ne sert plus à rien ». Les syndicats tentent donc de diversifier les modes d'action, en organisant des manifestations qui ne soient pas des « appendices des grèves »⁽³⁾. Ainsi, un quart des personnes qui se déclaraient mobilisées contre la précédente réforme des retraites, en 2010, avaient uniquement participé à des manifestations, généralement le samedi. L'usage de la manifestation s'est rétracté en 2019-2020, pour une raison évidente : occuper l'espace public redevient dangereux.

La grève n'est pas une forme d'action exclusive, elle s'inscrit dans une palette plus diversifiée : 47 % des enseignants ont signé une pétition dans le cadre d'une mobilisation locale. Cet acte ne représentant pas une prise de risque pour un enseignant, nous qualifierons sommairement cette action de « modérée », par opposition à la manifestation et à la grève, plus impliquantes⁽⁴⁾.

Le profil, hétérogène, des grévistes

Si 30 % du corps est composé de grévistes réguliers, 40 % n'exercent ce droit qu'occasionnellement. La réussite du 5 décembre vient de leur cumul, ce qui n'est pas évident : en 2013-2014, moins de la moitié des professeurs des écoles (PE) opposés à la réforme des rythmes scolaires avait participé à des actions impliquantes. Réussir une grève majoritaire suppose

de convaincre le groupe intermédiaire, or celui-ci est moins sensible à l'unité syndicale que les grévistes réguliers. Les autres enseignants, 30 %, ne font jamais grève, ou exceptionnellement. Ceux-ci sont beaucoup plus souvent de droite et socialisés dans des milieux étrangers à ce type de protestation (scolarité dans l'enseignement privé, familles de commerçants ou de cadres du privé, etc.). Ils ne se distinguent pas par une modalité d'action, plus modérée (pétitions, action médiatique), qui leur serait spécifique : d'une part parce qu'une partie d'entre eux se garde de toute protestation, l'autre privilégiant effectivement la pétition, comme 18 % des PE lors de la réforme des rythmes scolaires. D'autre part, parce que les enseignants les plus conflictuels emploient toute la palette de moyens d'action dont ils disposent, dont la pétition : le recours à ce type d'action est strictement corrélé à celui de modalités plus impliquantes. Les enseignants réfractaires à la grève votent

également moins aux élections professionnelles. On peut en déduire qu'ils ne constituent pas une force dynamique, vectrice d'un engagement réactionnaire, mais un groupe relégué à la périphérie du corps, qui, dans la typologie du sociologue Guy Bajoit, a choisi « l'apathie »⁽⁵⁾.

Aujourd'hui, le discours fataliste est le principal obstacle. Il légitime l'absence de participation à de nombreuses actions. Mais la difficulté est aussi idéologique, car le temps du triomphe de l'altermondialisme paraît loin : 39 % des enseignants soutiennent qu'il faut « alléger les cotisations sociales des entreprises » (40 % hésitent ou ne se prononcent pas et 21 % seulement s'y opposent). Logiquement, cette idée rencontre un écho bien supérieur parmi les plus réticents à se mobiliser (voir graphique 1).

La conflictualité spécifique des enseignants

Hugues Lagrange a montré que le pouvoir de grève est très variable selon les secteurs. En tête des professions surconflictuelles se placent l'Education nationale et les transports. Leur alliance explique le succès du mouvement de 1995. La surconflictualité enseignante est confrontée à un paradoxe : évidente pour l'opinion publique, qui a depuis longtemps assimilé les enseignants à des « gréviculteurs » et pris acte de l'effondrement de la pratique gréviste dans les entreprises, elle reste un angle mort de la recherche. Les seuls chiffres analysés proviennent de la Dares⁽⁶⁾ (pour le secteur privé), sans jamais être confrontés aux

(1) Cette mobilisation semble par ailleurs avoir été sous-estimée, si l'on regarde les chiffres officiels (voir encadré p. 11).

(2) Tribune de Xavier Pons, 11 mars 2019, lemonde.fr.

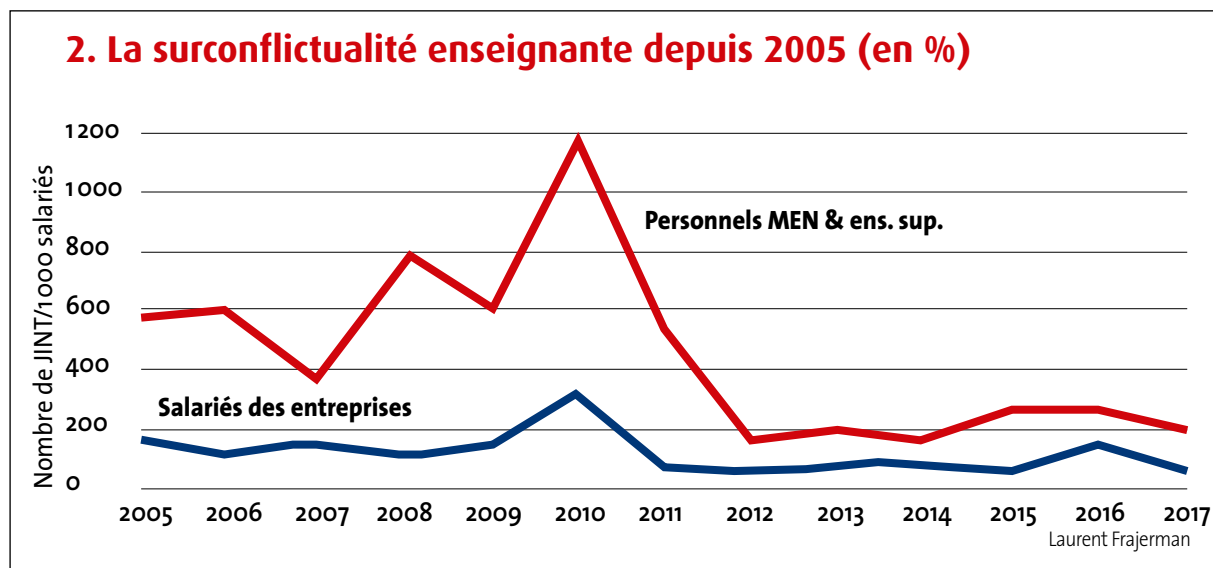
(3) Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1997.

(4) Jean-Gabriel Contamin, « Pétition », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 414-422.

(5) Guy Bajoit, « Exit, voice, loyalty... and apathy: les réactions individuelles au mécontentement », in *Revue française de sociologie*, vol. 29, 1988.

(6) Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques.

2. La surconflitualité enseignante depuis 2005 (en %)



données de la DGAFP⁽⁷⁾ (fonction publique d'Etat). Les grèves de fonctionnaires d'Etat représentent pourtant le quart du volume des JINT en 2017, alors qu'ils ne comptent que pour 10 % du salariat. Cette surconflitualité provient essentiellement des enseignants (voir graphique 2).

Le mouvement a été placé sous l'influence de la grève ouvrière, qui privilégie des mouvements impétueux, durs, concentrés sur quelques semaines. Le déroulé dépend des assemblées générales. Paradoxalement, ce primat de la grève reconductible, résurgence du mythe de la grève générale, se produit au moment où le secteur privé s'est replié vers un « halo de pratiques conflictuelles »⁽⁸⁾, du fait du développement de la sous-traitance, de la précarité,

de l'effondrement des secteurs combatifs de l'économie (métallurgie, mines...). Les enseignants ne se mobilisent pas de la même manière : « On n'a jamais vu une grève massive du secteur privé arrêtée par des vacances scolaires, ni par une reprise du travail volontaire pour "finir l'année" avec l'examen. »⁽⁹⁾ Leurs mouvements à combustion lente ne disposent pas de la réactivité des professions concentrées dans quelques territoires et capables de bloquer l'économie. Ils ont pour avantage d'être nombreux, contribuant ainsi au succès des manifestations, et d'être présents dans le moindre bourg.

Un écueil majeur du mouvement est que ces décalages avec les grévistes de la SNCF et de la RATP se sont transformés

en désynchronisation. Le syndicalisme combatif est toujours traversé par une tension entre l'organisation d'un mouvement d'intensité suffisante et l'élargissement de sa base. Globalement, l'échec de 2010 a été analysé comme résultant d'une timidité dans le rapport de forces. Bernard Thibaut avait privilégié les temps forts, y compris les week-ends, dans une optique de rassemblement. Dix ans plus tard, dans un contexte post-« gilets jaunes », la CGT a misé sur ses bastions. Du côté enseignant, une partie des militants a tenté sans succès de reproduire le modèle ouvrier, avec la grève illimitée pour mot d'ordre. Les confédérations de l'intersyndicale les appuyaient, d'autant que leurs branches enseignantes se caractérisent

Une enquête sur l'engagement des enseignants

L'enquête « Militens » sur le rapport à l'engagement des enseignants a été lancée en 2014 par Laurent Frajerman, pour la FSU. Après une phase qualitative, un questionnaire a été adressé à 3 296 enseignants en 2017 par le Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales (Ceraps) de l'université de Lille, à partir d'un échantillon aléatoire fourni par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Education nationale. Dans ce questionnaire représentatif, 5 % des enseignants indiquent qu'ils militent dans une « association de défense d'une cause (protection de l'environnement, droits de l'Homme, antidiscrimination...) » et 14 % qu'ils en

sont adhérents ou donateurs. Logiquement, cet engagement provient en partie d'une socialisation familiale : ils sont 13 points de plus que leurs collègues à déclarer que leurs parents s'impliquaient dans une « association militante ». Sur un périmètre plus large – les associations « de défense de causes, de droits, d'intérêts » –, 41 % des enseignants en sont adhérents ou donateurs, contre 14 % des Français seulement (pour ce qui concerne l'adhésion)⁽¹⁾.

(1) Source : Insee, enquête « Statistiques sur les revenus et conditions de vie » (SRCV), 2016.

par leur radicalité. Un débat récurrent a donc opposé la Fédération syndicale unitaire (FSU), majoritaire chez les enseignants, qui se concentrait sur des temps forts rejetés par la CGT, Sud et FO. Déjà, en 2003, la jeune avant-garde du mouvement enseignant, localisée dans les périphéries urbaines, regrettait que les grands syndicats n'étendent pas la grève reconductible, du fait de la moindre combativité du reste de la profession.

Des transformations possiblement à l'œuvre

Le déroulé chaotique du mouvement de 2019-2020 montre l'impact de cette tension, avec le paradoxe d'un départ paroxystique, les enseignants imposant leur présence et leurs thématiques, suivi d'une chute brutale de leur mobilisation. Ce qui paraissait un détail à l'intersyndicale (laisser le temps aux professeurs des écoles de se déclarer grévistes, à cause du service minimum d'accueil) a divisé par quatre le taux de grévistes du 10 décembre. De même, l'absence de temps fort hebdomadaire, remplacé en janvier par trois jours consécutifs de mobilisation, a eu un effet immédiat : la participation s'est effondrée. L'interruption du mouvement par les vacances a d'autant plus contribué à leur démobilité que leurs représentants ont été éclipsés des médias par ceux des transports. Le discours dur (le retrait ou rien) et culpabilisateur (rejoignez-nous) de ces syndicalistes apparaissait décalé par rapport aux conditions objectives d'inscription dans la lutte de millions de salariés, voire contreproductif pour les enseignants modérés, persuadés que le gouvernement irait au bout de son projet. Ainsi, la planification du mouvement par les syndicats de la RATP sur le modèle de 1995, avec un démarrage début décembre pour que le point culminant ait lieu à Noël, les a laissés dans un certain isolement. Les médias ont transformé leur courage et leur détermination en spectacle.

Une grande faiblesse du mouvement enseignant vient de la faible affluence aux assemblées générales, tandis que l'utilisation d'Internet a marqué le pas. Or, les « gilets jaunes » ont montré sur les

De la transparence des données officielles

Environ 65 % des enseignants ont participé à la grève du 5 décembre 2019, la plus réussie depuis 2003. Chiffre inédit, un tiers des écoles ont été fermées (15 000). Or les chiffres officiels sont inférieurs à la réalité, et manquent de transparence. J'ai dû saisir en 2015 la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada), pour obtenir des précisions. Disposant des chiffres au niveau d'un rectorat (Rouen) et du ministère, j'ai pu démontrer qu'ils ne coïncident pas et proviennent d'un échantillon calculé selon une méthode évolutive et probablement artisanale⁽¹⁾. En décembre 2019 encore, le cabinet de Jean-Michel Blanquer niait farouchement ces faits auprès des journalistes, avant de se raviser. Le ministère et plusieurs rectorats ont refusé de me communiquer les données des dernières grèves, m'obligeant à demander à la Cada de confirmer sa jurisprudence.

Les chiffres officiels sont aussi biaisés par une altération du taux, seul communiqué à la presse : le pourcentage de grévistes est calculé sur l'effectif théorique d'enseignants, en incluant les personnels absents et ceux qui n'ont pas cours à ce moment. Autrement dit, le ministère compte comme non-grévistes ceux qui ne peuvent pas faire grève...

(1) Tribune de Laurent Frajerman, 10 décembre 2019, lemonde.fr.

L. F.

ronds-points combien le lien social à la base compte, pour densifier et structurer le combat. En 1995, le SNUipp-FSU s'était lancé dans la grève reconductible à la suite d'assemblées générales massives, réunissant des milliers d'instituteurs. Christian Chevalier, dirigeant de l'Unsa Education, note qu'à la différence d'aujourd'hui, « le conflit de 2003 s'était installé dans la durée, avec des micro-actions locales ». Certes, nombre d'enseignants coutumiers des luttes se sont mobilisés en dehors des temps forts, souvent pour quelques jours. Les grèves reconduites leur ont permis de construire une dynamique interprofessionnelle, en occupant l'espace local et médiatique (blocages divers, manifestations dans des centres commerciaux, occupations d'établissement, retraites aux flambeaux...). Cependant, en parallèle, dès le 6 décembre, leurs collègues repre-

naient le travail et restaient dans leurs établissements.

Le gouvernement a pris le risque d'affronter simultanément les deux secteurs professionnels les plus mobilisés, contrairement à ses prédécesseurs de droite qui avaient tiré cette leçon de la synergie victorieuse en 1995 : 2003 et 2010 ne concernaient pas les régimes spéciaux, qui étaient les seuls visés en 2007. Mais la dynamique interprofessionnelle était moindre cette fois. Les enseignants grévistes occasionnels ont marqué leur colère le 5 décembre, et semblent très sceptiques devant les annonces gouvernementales. Mais ils ont considéré ultérieurement que les formes d'action proposées par l'intersyndicale seraient inefficaces. Ce mouvement montre certainement que la culture de lutte enseignante est en train de muter, et non de disparaître. ●

« La grève conserve sa centralité dans le répertoire d'action des enseignants : 85 % d'entre eux y ont eu recours au moins une fois dans leur carrière. Dotés d'un pouvoir de nuisance peu évident, ils privilégient des actions courtes, qui peuvent se répéter sur des mois. »

(7) Direction générale de l'administration et de la fonction publique.

(8) Guy Groux, Jean-Marie Pernot, *La Grève*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.

(9) Emmanuel Buisson-Fenet, « Grève publique, grève privée », in *Vacarme*, n° 26, 2004/1.